

## DISPARITIONS FORCÉES

« Seigneur, écoute la justice [...] Et moi, par ta justice, je verrai ta face : au réveil, je me rassasierai de ton visage » Ps 16(17)



### SRI LANKA

AU Septembre 2022

écrire avant le 15 octobre

République démocratique  
socialiste présidée par Ranil  
Wickremesinghe  
65 610 km<sup>2</sup>  
21,92 millions hab. (2020)  
Capitale : Colombo

Peine de mort : oui  
Torture : oui

Le Sri Lanka a ratifié la convention contre la torture de l'ONU, et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIRDPC)

Nous vous invitons à adresser une copie du modèle de lettre ci-joint aux autorités dont l'adresse se trouve sur la lettre.  
Affranchir à 0,79€ pour la Belgique et à 1,16€ pour l'international.



Action des Chrétiens contre la  
Torture, Rue Brogniez 44,  
1070 Bruxelles  
CCP: BE 29 0001 495 125 64  
acatbelgique@gmail.com/www.acat-  
belgique-francophone.be

### L'affaire Prageeth Eknaligoda

Lors de l'élection du président Maithipala Sirisena au Sri Lanka, une enquête a été ouverte sur la situation de **Prageeth Eknaligoda**, analyste politique, caricaturiste et surtout, critique du pouvoir de Mahinda Rajapaksa. Prageeth aurait été enlevé par des membres des renseignements au Nord-Est du pays, avant d'être remis aux mains de l'armée. Plus tard, neuf agents des renseignements seront arrêtés, mais rapidement libérés sous caution. Finalement, ce n'est que récemment que les neufs accusés, jugés depuis 2019, ont été placés en détention provisoire.

La famille Eknaligoda, en particulier la femme de Prageeth, **Sandya** s'efforce d'établir la vérité sur la disparition de son époux malgré un harcèlement et des menaces incessants. Un constat: nombreux témoins au procès ont modifié leurs déclarations après avoir subi des pressions. En 2018, des experts onusiens ont envoyé un appel urgent aux autorités sri lankaises afin d'alerter sur ce cas. Les autorités n'ont pas répondu.

### Un fléau ... des conséquences multiples

Les disparitions forcées ont un impact considérable sur les droits humains des individus concernés: enlevées ou arrestation, les personnes se retrouvent hors du cadre de la loi, soumises à la volonté de leurs ravisseurs, et donc d'autant plus exposées à des risques de torture, de mauvais traitements ou de mort. Au même titre, les proches des disparus peuvent être soumis aux harcèlements, interrogatoires ou détentions arbitraires.

Le Sri Lanka est l'un des pays comptabilisant le plus grand nombre de disparitions forcées au monde: entre **60 000 et 100 000** depuis la fin des années 1980, dont **65 000** au cours du conflit armé qui s'est terminé en 2009, opposant l'ethnie majoritaire cinghalaise bouddhiste aux indépendantistes tamouls, soupçonnés d'indépendantisme, et ciblés, à l'instar des défenseurs des droits humains, travailleurs humanitaires, journalistes, opposants et dirigeants communautaires. Le phénomène a perduré jusqu'en décembre 2011, où le dernier cas de disparition forcée a été enregistré.

Les disparitions forcées restent problématiques au Sri Lanka. La recherche de personnes disparues et tout processus d'enquête n'ont cessé de se heurter à de nombreux obstacles

politiques. De 2005 à 2015, Mahinda Rajapaksa et son frère Gotabaya, respectivement président et ministre de la Défense, ont mené l'armée sri-lankaise à la victoire. Cependant, environ 40 000 civils tamouls ont été tués, en quelques semaines à la fin de la guerre, en 2009. Depuis, aucune poursuite judiciaire n'a été entreprise contre les responsables des crimes commis à cette époque, notamment pour élucider les disparitions forcées. Les proches des disparus ont dû attendre jusqu'en 2015 -arrivée d'un nouveau gouvernement-, pour entamer des recherches. Toutefois, faute d'une véritable volonté politique, aucune victime de disparition forcée n'a été retrouvée, malgré des éléments nouveaux et probants dans certaines affaires.

### Obstruction judiciaire

Le sujet est plus que jamais d'actualité au moment où le Sri Lanka connaît une crise économique et sociétale massive. Début mars 2022, des manifestations ont éclaté à Colombo et ont peu à peu gagné l'ensemble du pays. Des dizaines de milliers de personnes se sont régulièrement rassemblées devant le bureau présidentiel, réclamant la démission du gouvernement de Gotabaya Rajapaksa, des enquêtes approfondies sur les allégations de corruption et de crimes politiques largement attribués à son clan et à ses alliés. Les frères Rajapaksa ont finalement démissionné. Depuis, la fracture entre la société civile et les autorités s'est accentuée, ces dernières restant sourdes aux revendications citoyennes. Si ces manifestations sont d'abord dues à la crise économique, elles ont également cristallisé toutes les revendications portées par les Sri-lankais depuis des années en faveur de la justice transitionnelle, du droit à obtenir vérité et réparation pour les crimes commis durant la guerre, au cœur desquels se trouvent les disparitions forcées.

Dans un rapport du 25 février 2022 sur la situation des droits humains au Sri Lanka, la Haut-Commissaire aux droits humains dénonçait «l'absence persistante de progrès, et même des pas en arrière dans plusieurs cas emblématiques des droits humains en cours devant les tribunaux ». Elle soulignait : « Cela indique l'incapacité et le manque de volonté du gouvernement de poursuivre et sanctionner les auteurs des crimes lorsque les auteurs présumés sont des agents de l'État ».

(ACAT France)